

Ensemble pour vaincre le suicide

En Outaouais, la coopérative d'ambulanciers dessert seule la totalité de la région. Ses 200 membres ont fait plus de 2000 heures de bénévolat l'an passé. Leur cause: la jeunesse.

DOMINIC DESMARAIS

Les ambulanciers de l'Outaouais s'inquiètent pour leur jeunesse. Au front tous les jours pour leur travail, ils ont constaté une augmentation des problèmes d'alcool, de drogues et de suicide chez les jeunes. «Ça fait 17 ans que je suis paramédic. Des jeunes de 12-17 ans, je n'en ramassais pas beaucoup quand j'ai commencé. C'est plus fréquent, maintenant.» dit Marc Paquette, président de la coopérative des ambulanciers de l'Outaouais. Ses 200 collègues et lui ont décidé d'agir.

La découverte d'un gamin de 9 ans, retrouvé pendu, avec une lettre de suicide à ses côtés, les a bouleversés. Des questions hantaient leurs esprits. Ils en discu-

taient entre eux. Pourquoi l'école ne l'a pas vu? Les intervenants? Le milieu? «Ce jeune aurait dû être pris en main avant ça», dit M. Paquette d'un ton sans appel.

Les ambulanciers en ont jaser dans leur réseau. «Ils nous ont dit qu'il n'y avait pas de tribune pour les jeunes. On a décidé de faire un DVD sur les problèmes d'adolescents. Un outil de travail pour les intervenants auprès des jeunes, explique le président de la coopérative.

De la promotion contre le suicide, il y en a. Mais, au lieu de juste en parler, pouvons-nous connaître la réalité vécue par les jeunes afin de mieux les comprendre? L'adolescence que j'ai eue n'a rien à voir avec la leur», remarque M. Paquette.

Le médecin se vide le cœur. Quand il cause suicide, il ne met pas de gants blancs pour s'attaquer au gouvernement. «Le programme de prévention suicide existe depuis 1980. Au Québec, pendant cette période, les suicides ont doublés. En Outaouais, ils ont presque triplés!» L'année dernière, le taux de suicide en Outaouais s'est maintenu sur la moyenne des 5 dernières années.

La Santé publique et le suicide

À la Direction de la santé publique, l'approche se décentralise. On forme des organismes de prévention du suicide que l'on subventionne. Ces organismes touchent le milieu des jeunes dans les écoles et dans les Maisons de jeunes notamment. Ils forment à leur tour des intervenants dans la communauté.

En Outaouais, c'est le comité Réaction-Vie, une cellule de l'organisme 24/7, ainsi que Suicide Détour, qui sont mandatés pour organiser le programme d'intervention suicide.

Les principales activités de la santé publique et des organismes d'intervention commencent avant les signes de détresse. «Elles débutent avec des programmes de promotion de compétences personnelles et sociales, d'estime de soi, et des capacités de s'adapter dans certaines régions», explique Geneviève D'Amours, responsable de la lutte au suicide à la Direction de la santé publique. Seule employée affectée au suicide à la Santé publique pour l'Outaouais, Mme D'Amours est également responsable des dossiers de santé mentale. «C'est le lot d'une petite région, dit-elle, il est impensable d'y réunir plusieurs personnes pour un même dossier.»

Mme D'Amours semble bien maîtriser son sujet. Elle parle avec franchise et s'explique davantage comme une enseignante. Elle oriente son approche vers une collaboration entre les milieux scolaires, communautaires et sociaux. «L'objectif est d'aider les enfants à passer au travers des épreuves de la vie», ra-

Nouvelle édition
Raymond Viger
L'intervention de crise
des d'une personne suicidaire

ÉDITIONS TNT
Maintenant en librairie

DISPONIBLE AU
JOURNAL DE LA RUE
et en ligne au
www.journaldelarue.com

4,95\$
+ 25\$ taxe
et transport

La communauté

Dr Bernard Gélinas, de la coopérative de santé d'Aylmer, partage le même constat. Partenaire des ambulanciers, le médecin considère que seule la communauté a les outils pour résoudre ce problème. «La tâche en santé est trop grande pour être confiée à des fonctionnaires. C'est la communauté qui connaît l'évolution de ses besoins, pense-t-il. Violence, abus, taxage... Ces problématiques n'étaient pas prévues par les fonctionnaires du ministère de la Santé et des Services sociaux. Ce sont nos enfants!», s'inquiète le Dr Gélinas, qui remet en cause l'action du Ministère.

«On a demandé un budget pour un travailleur de rue. La Régie de la santé a refusé. Comme le CLSC avait déjà un budget pour ça, nous n'avons pas eu de subvention. Mais je n'ai pas vu d'action sur le terrain», critique le médecin qui y va d'un jeu de mot en parlant de *Centre local de service caché (CLSC)*.

conte-elle. Nous avons mis sur pied une approche nommée *École en santé*. «Notre programme de prévention, à la suite d'un suicide, est global. Il vise à prévenir les effets de contamination quand survient un suicide dans une école.

Bientôt, les écoles de la région participeront au Réseau Sentinelle. Une approche où des membres du personnel seront formés pour dépister les cas de détresse. Des adultes à l'écoute. «Ce sera plus efficace. Quand l'environnement est plus sécurisant, c'est plus facile pour le jeune. Mais le Réseau n'est pas encore en place. On attend la formation», avoue l'agent de la santé publique, qui compte déjà sur un noyau d'intervenants dans les écoles, préoccupés par le suicide.

Banaliser le suicide

Mme D'Amours n'est pas une chaude partisane de la stratégie qui consiste à parler abondamment du suicide. Elle se distancie de tout ce qui pourrait banaliser le suicide. «Les dernières années, on en a beaucoup parlé. Est-ce que c'est banal, d'attenter à sa vie? Non. On ne peut pas en parler si le jeune n'est pas rendu là. Il ne faut pas que ce soit tabou, nuance-t-elle, mais pas banal non plus.»

La **Maison Ado-Jeunes**, subventionnée par l'Agence de santé, fait appel à Réaction-Vie, lorsqu'elle en ressent le besoin. La maison de jeune **Mashado** fait de même. Financée par l'Agence, Mashado a des mandats spéciaux en prévention du suicide. «Je ne sais pas si le problème s'est aggravé ou non. Je ne connais pas les statistiques. Mais c'est plus facile de parler suicide. Ce n'est plus tabou. On dirait qu'il y a plus d'ouverture. Les parents sont contents d'en parler», affirme une intervenante chez Ado-Jeunes. «Le suicide, on vient à bout de le contrôler. C'est plus problématique chez les 20-40 ans. Dans notre secteur, on en avait un dans le groupe des 25-30 ans tous les deux ans qui passait à l'acte. On travaille avec les jeunes de ces familles», explique André D. Bertrand, responsable de Mashado.

Le Graal de la Sérénité

Raymond Viger

Depuis plus de quinze ans que j'entends cette prière. Récitée dans toutes les fraternités d'entraide. Reprise dans des textes de cheminement personnel.

«Mon Dieu, donnez-moi la Sérénité d'accepter les choses que je ne peux changer. La Force de changer celles que je peux. Et la Sagesse d'en connaître la différence.»

Avec mon caractère de justicier, de défenseur de la veuve et de l'orphelin, je suis incapable de comprendre et de vivre cette petite prière. Je bloque dès la première phrase: «La Sérénité d'accepter les choses que je ne peux changer». J'ai été élevé à me faire dire que tout est possible. De ne pas accepter la défaite. De toujours persévérer et d'atteindre mes buts. «Pas capable», n'est pas français! Impossible d'accepter de ne pas pouvoir changer des choses. Encore moins d'être heureux et de baigner dans la Sérénité en acceptant cet état de fait.

Je me bats pour une société plus humaine et plus juste. C'est la base de la mission de notre organisme. Changer les comportements humains peut prendre du temps et être difficile. Mon côté missionnaire m'a toujours dicté de continuer sans relâche ce combat d'une vie. Chaque changement social que nous gagnons est la somme des efforts quotidiens de milliers de personnes.

Comment conserver notre sérénité lorsque je dois côtoyer des gens qui vont à l'encontre de mes valeurs et de mes principes? J'observe des abus dans un groupe de travail. Je tente de dénoncer ces abus. Les gens camouflent la réalité. Ils tentent de me faire taire. Pas assez de preuve ou pas assez d'alliés pour les contrer. Je demeure impuissant devant ces injustices. J'ai un dilemme. Si je reste à travailler avec ces gens en espérant les faire changer un jour, je n'y vivrais que déception et frustration. Pour garder ma Sérénité, j'aurai à démissionner de ce groupe. En démissionnant, je me respecterai et j'aurai à assumer les conséquences de ce retrait. Si j'ai besoin de ce groupe pour une lettre d'appui pour une subvention, je devrais m'en passer. Si ce groupe possède certains avantages, je ne serai pas de ceux qui en bénéficieront.

Ma Sérénité n'a pas de prix. Sans elle, comment continuer à m'investir auprès des jeunes? J'accepte que je ne peux pas tout changer. Mais je peux montrer fièrement les associations que je soutiens et celle que je refuse de soutenir.

Pour garder mon équilibre, je dénonce ce que je désapprouve, et aussi, je reconnais et félicite ceux que je soutiens. Je ne peux être un critique social avisé si je ne fais que dénoncer ce qui va mal. Je dois aussi être sensible à ce qui va bien.

Une société plus humaine et plus juste se crée en augmentant l'influence de ce qui va bien et en réduisant ce qui va mal.

Fort de cette nouvelle philosophie de vie, je dors un peu mieux. Ne vous en faites pas, je ne suis pas parfait. Il m'arrive encore que la frustration vis à vis de ce que je vois et entend me réveille. Mais dans cette mer agitée, la petite prière m'aide à retrouver un peu de calme, mais surtout, de trouver le geste à poser pour conserver ma Sérénité.

